



CHAPITRE 34

Loi du développement de la région de la Baie James

[Sanctionnée le 14 juillet 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

PARTIE I

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

SECTION I

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Constitution.
Nom.

1. Une compagnie à fonds social est constituée sous le nom de « Société de développement de la Baie James », en français, et de « James Bay Development Corporation », en anglais.

Siège
social.

2. La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Mandataire du
gouvernement.
Biens
partie du
domaine
public.

3. La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

Responsabilité.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

Objets.

4. La Société a pour objets de susciter le développement et l'exploitation des

CHAPTER 34

James Bay Region Development Act

[Assented to 14th July 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

PART I

JAMES BAY DEVELOPMENT CORPORATION

DIVISION I

CONSTITUTION OF THE CORPORATION

1. A joint stock company is incorporated under the name of "James Bay Development Corporation" in English and "Société de développement de la Baie James" in French.

Incorporation.
Name.

2. The Corporation shall have its corporate seat in the territory of the Montreal Urban Community or in the immediate vicinity.

Corporate
seat.

3. The Corporation shall have the rights and privileges of a mandatar of the government.

Mandatar of
government.

The property of the Corporation shall form part of the public domain but the performance of its obligations may be levied against such property.

Property
part of
public
domain.

The Corporation binds none but itself when it acts in its own name.

Company
bound.

4. The objects of the Corporation shall be to promote the development and

Objects.

richesses naturelles qui se trouvent dans le territoire décrit à l'annexe et ci-après désigné sous le nom de « Territoire », d'effectuer ce développement et cette exploitation conformément à la présente loi, ainsi que de voir à l'administration et à l'aménagement de ce Territoire conformément à la présente loi et aux autres lois du Québec, aux fins d'en favoriser la mise en valeur par elle-même, ses filiales et les autres agents de la vie économique et industrielle, en donnant priorité aux intérêts québécois.

exploitation of natural resources in the territory described in the schedule, hereinafter called the "Territory", to carry out such development and exploitation in accordance with this act, and to see to the administration and management of such Territory in accordance with this act and the other statutes of Québec, in order to promote the development of the Territory by the Corporation, its subsidiaries and other agents of economic and industrial activity, giving priority to Québec interests.

Protection du milieu.

5. La Société doit veiller à la protection du milieu naturel et prévenir la pollution dans le Territoire.

5. The Corporation must see to the protection of the natural environment and prevent pollution in the Territory. Other objects.

Pouvoirs additionnels.

6. Pour la réalisation de ses objets, la Société peut, en outre de ses autres pouvoirs:

6. To attain its objects, the Corporation, in addition to its other powers, may: Corporate powers.

a) acquérir et détenir en propriété ou autrement tout bien meuble ou immeuble ou autre droit réel situé dans le Territoire ou ailleurs;

(a) acquire and hold, as owner or otherwise, any moveable or immoveable property or other real right in the Territory or elsewhere;

b) acquérir, à des fins de travaux publics, par voie d'expropriation, pour elle-même ou pour une filiale, toute force hydraulique, tout immeuble ou autre droit réel situé dans le Territoire et, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, tout tel bien situé hors du Territoire si ce bien est requis pour la transmission de l'énergie électrique produite dans le Territoire;

(b) acquire for public works by expropriation, for itself or for a subsidiary, any water-power, immoveable or other real right in the Territory and, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, any such property outside the Territory if it is required for the transmission of electric power produced in the Territory;

c) exploiter tout moyen de communication terrestre, aérien ou maritime et de télécommunication;

(c) operate any means of communication by land, air, water, and telecommunication;

d) administrer la municipalité constituée en vertu de la partie II.

(d) administer the municipality constituted under Part II.

Ententes autorisées.

7. Pour la réalisation de ses objets, la Société peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire avec le gouvernement du Canada ou de toute autre province et leurs organismes toute entente jugée opportune.

7. To attain its objects, the Corporation, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may make any agreement considered expedient with the government of Canada or of any other province, and their bodies. Agreements authorized.

SECTION II

DIVISION II

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BOARD OF DIRECTORS

Conseil d'administration.

8. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de cinq membres, dont le président,

8. The affairs of the Corporation shall be administered by a board of directors of five members, including the president, Board of directors.

nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; le président est nommé pour une période qui ne peut excéder douze ans et les quatre autres membres sont nommés pour une période qui ne peut excéder dix ans pour l'un d'eux, huit ans pour un autre, six ans pour un autre et quatre ans pour un autre; l'un de ces membres doit être le président ou un autre membre d'Hydro-Québec. Lorsque la durée du mandat du président ou d'un autre membre est déterminée, elle ne peut ensuite être réduite. Ils sont les administrateurs de la Société au sens de la Loi des compagnies.

appointed by the Lieutenant-Governor in Council; the president shall be appointed for a period not to exceed twelve years and the four other members shall be appointed for a period not to exceed ten years for one of them, eight years for another, six years for another and four years for the last; one of such members must be the president or another member of Hydro-Québec. When the term of office of the president or of another member is fixed, it shall not be reduced thereafter. They shall be the directors of the Corporation within the meaning of the Companies Act.

Fonctions
conti-
nuées.

9. Chacun des membres du conseil d'administration, y compris le président, demeure en fonctions après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

9. Each member of the board of directors, including the president, shall remain in office after his term expires, until replaced or reappointed. Continuity of term.

Rempla-
cement
tempo-
raire.

10. Lorsqu'un membre est incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; ces personnes sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe les honoraires, allocations, traitements ou traitements additionnels.

10. When one member is unable to act, he may be replaced by a person appointed to perform his duties while his inability lasts; such persons are appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the fees, allowances, salaries or additional salaries. Temporary replacement.

Traite-
ments,
etc.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement du président et des autres membres du conseil d'administration de même que les indemnités auxquelles ils ont droit. Le traitement, une fois fixé, ne peut être réduit.

11. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary of the president and the salaries of the other members of the board of directors and the indemnities to which they are entitled. Once fixed, their salaries cannot be reduced. Salaries, etc.

Qualités
requis.

12. Nul ne peut occuper la charge d'administrateur s'il n'est pas citoyen canadien et domicilié au Québec, mais la qualité d'actionnaire n'est pas requise.

12. No person may act as a director if he is not a Canadian citizen domiciled in the province of Québec, but he shall not be required to be a shareholder. Qualification.

Respon-
sabilité du
président.

13. Le président de la Société qui peut être aussi président du conseil d'administration, est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements.

13. The president of the Corporation, who may also be chairman of the board of directors, shall be responsible for the administration and management of the Corporation within the scope of its by-laws. President.

Règle-
menta-
tion.

14. Le conseil d'administration édicte les règlements généraux de la Société. Ces règlements sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil

14. The board of directors shall make the general by-laws of the Corporation which shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval and General by-laws.

et publiés dans la *Gazette officielle du Québec* published in the *Québec Official Gazette*.

Conflit
d'intérêt.

15. Aucun membre du conseil d'administration de la Société ni ses fonctionnaires ou employés ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.

15. No member of the board of directors of the Corporation or any officer or employee thereof shall, under pain of forfeiture of his office, have any direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the Corporation. Such forfeiture shall not be incurred, however, if such interest devolves to him by succession or gift, provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Conflicting
interests
forbidden.

SECTION III

FILIALES

Objets des
filiales.

16. Le développement des ressources hydroélectriques, la production et la distribution de l'électricité dans le Territoire ainsi que sa transmission seront effectués par une compagnie constituée en vertu de l'article 21 dont au moins la majorité des actions, comportant un droit de vote en toutes circonstances, seront détenues par Hydro-Québec et dont au plus quarante pour cent seront détenues par la Société.

Restriction
sur
vente
d'électricité.

L'électricité produite dans le Territoire ne peut être vendue ou distribuée hors du Territoire autrement qu'à Hydro-Québec.

Application
de
S.R., c.
85.

Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme restreignant l'application de la Loi de l'exportation de l'énergie électrique (Statuts refondus, 1964, chapitre 85).

Composition
du
conseil.

17. Le conseil d'administration de la compagnie visée à l'article 16 sera composé de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont trois seront choisis parmi les membres, fonctionnaires ou employés d'Hydro-Québec sur la recommandation de celle-ci et deux seront nommés sur la recommandation de la Société.

Mandat
des
membres.

La durée du mandat de chacun des membres du conseil est déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil; elle ne peut excéder cinq ans mais une fois déterminée, elle ne peut ensuite être réduite.

DIVISION III

SUBSIDIARIES

16. The development of hydro-electric resources and the production and distribution of electricity in the Territory, and the transmission of such electricity, shall be effected by a company incorporated under section 21, not less than a majority of whose shares, having voting rights in all circumstances, shall be held by Hydro-Québec, and not more than forty per cent shall be held by the Corporation.

Objects
of subsidiary.

The electricity produced in the Territory shall not be sold or distributed outside the Territory otherwise than to Hydro-Québec.

Exclusive
electricity
rights.

Nothing in this act shall be interpreted as restricting the application of the Electric Power Exportation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 85).

Application
of
R.S., c.
85.

17. The board of directors of the company contemplated in section 16 shall consist of five members appointed by the Lieutenant-Governor in Council, of whom three shall be chosen from among the members, officers or employees of Hydro-Québec on its recommendation and two shall be appointed on the recommendation of the Corporation.

Composition
of
board.

The term of office of each member of the board shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council; it shall not exceed five years but, once fixed, it shall not be reduced thereafter.

Term of
office of
members.

Remplacement temporaire.

Lorsqu'un membre du conseil d'administration est incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité.

Tâches confiées aux filiales, etc.

18. La Société peut, en plus de favoriser le développement du Territoire par elle-même et par les autres agents de la vie économique et industrielle, en donnant priorité aux intérêts québécois, faire effectuer l'exploration et l'exploitation des richesses naturelles du Territoire autres que les ressources hydroélectriques par toute compagnie constituée en vertu de l'article 21 dont les actions, comportant un droit de vote en toutes circonstances, seront détenues comme suit :

a) dans toute compagnie constituée pour des fins d'exploration ou d'exploitation des richesses pétrolières, la Société doit détenir cinquante et un pour cent des actions et la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) quarante-neuf pour cent;

b) dans toute compagnie constituée pour des fins d'exploration ou d'exploitation des richesses minières autres que les richesses pétrolières, la Société doit détenir cinquante et un pour cent des actions et la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) quarante-neuf pour cent;

c) dans toute compagnie constituée pour des fins d'exploitation des richesses forestières, la Société doit détenir cinquante et un pour cent des actions et la Société de récupération et d'exploitation forestières du Québec (REXFOR) quarante-neuf pour cent;

d) dans toute compagnie constituée pour des fins d'exploitation des autres richesses naturelles y compris le tourisme, la chasse et la pêche, la Société ne doit pas détenir moins de cinquante et un pour cent des actions.

Conseil d'administration des filiales.

19. Le conseil d'administration des filiales visées aux paragraphes a à c de l'article 18 sera composé d'un nombre impair de membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil dont la majorité simple sera nommée sur la recommandation de la Société et les autres, sur la

When a member of the board of directors is unable to act, he may be replaced by a person appointed by the Lieutenant-Governor in Council to perform his duties while his inability lasts.

Temporary replacement.

18. The Corporation may, in addition to promoting the development of the Territory by the Corporation and by other agents of economic and industrial activity, giving priority to Québec interests, have any corporation incorporated under section 21 carry out the exploration and exploitation of the natural resources in the territory, other than the hydro-electric resources; the shares of such corporation, which shall have voting rights in all circumstances, shall be held as follows:

Further objects of subsidiaries, etc.

(a) in every company incorporated for exploration or exploitation of petroleum resources, the Corporation must hold fifty-one per cent of the shares and the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP) must hold forty-nine per cent;

(b) in every company incorporated for exploration or exploitation of mining resources other than petroleum resources, the Corporation must hold fifty-one per cent of the shares and the Québec Mining Exploration Company (SOQUEM) must hold forty-nine per cent;

(c) in every company incorporated for exploitation of forest resources, the Corporation must hold fifty-one per cent of the shares and the Québec Forest Salvage and Operations Company (REXFOR) must hold forty-nine per cent;

(d) in every company incorporated for exploitation of other natural resources including tourism, fish and game, the Corporation must not hold less than fifty-one per cent of the shares.

19. The boards of directors of the subsidiaries contemplated in paragraphs a to c of section 18 shall be composed of an odd number of members appointed by the Lieutenant-Governor in Council, a simple majority of whom shall be appointed upon the recommendation of the Cor-

Composition of boards of subsidiaries.

recommandation de l'autre organisme qui est actionnaire.

Disposi-
tions ap-
plicables. Les deux derniers alinéas de l'article 17 s'appliquent *mutatis mutandis*.

Conflit
d'intérêt. **20.** Aucun membre du conseil d'administration d'une filiale ni ses fonctionnaires ou employés ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de la filiale. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.

Constitu-
tion de
filiales. **21. 1.** Sur présentation d'une requête de la Société et d'un de ses partenaires visés aux articles 16 et 18, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau des lettres patentes constituant en corporation au moins trois personnes désignées par la Société et le partenaire dont il s'agit pour les représenter aux fins de constituer une filiale conformément à la présente loi. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouit, son capital-actions et la désignation de ses administrateurs qui devra être conforme aux articles 17 et 19.

Avis. **2.** Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Pouvoirs. **3.** Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et elle est régie par les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, sauf quant aux dispositions incompatibles avec la présente loi.

Modifica-
tions des
objets,
etc. **4.** À la requête d'une corporation constituée sous le régime de cette partie, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les objets, les pouvoirs, le capital-actions et les autres matières affectant les lettres patentes de cette corporation pourvu qu'elles ne soient pas inconciliables avec les dispositions applicables des articles 16 à 20. Un avis de ces lettres patentes supplé-

poration, and the others upon the recommendation of the other body which is a shareholder.

The last two paragraphs of section 17 shall apply *mutatis mutandis*. Provisions to apply.

20. No member of the board of directors of a subsidiary or any officer or employee thereof shall, under pain of forfeiture of his office, have any direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the subsidiary. Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift, provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch. Conflict-
ing in-
terests
forbidden.

21. (1) Upon petition by the Corporation and by one of its partners contemplated in sections 16 and 18, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal incorporating at least three persons designated by the Corporation and the partner concerned to represent them for purposes of constituting a subsidiary in accordance with this act. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its corporate seat, the powers, rights and privileges which it shall enjoy, the amount of its capital stock and the appointment of its directors, which shall comply with sections 17 and 19. Incorporation of sub-
sidiaries.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Québec Official Gazette*. Notice.

(3) A corporation so constituted shall have the powers of a company incorporated under Part I of the Companies Act and shall be governed by Part I of the Companies Act, save for any provisions inconsistent with this act. Powers.

(4) Upon petition by a corporation incorporated under this Part, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects, powers, capital stock and other matters affecting the letters patent of such corporation provided that they are not inconsistent with the applicable provisions of sections 16 to 20. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in Amend-
ment of
objects,
etc.

mentaires est alors publié dans la *Gazette officielle du Québec* the *Québec Official Gazette*.

Pouvoirs
des orga-
nismes.

22. Les organismes visés aux articles 16 et 18 ont les pouvoirs requis pour acquérir et détenir les actions des filiales qui y sont mentionnées.

22. The bodies contemplated in sections 16 and 18 shall have the powers required to acquire and hold the shares of the subsidiaries referred to therein. Powers of bodies.

Désigna-
tion.

23. Toute compagnie visée à l'article 16 ou à l'article 18 est désignée dans la présente loi sous le nom de « filiale ».

23. Every company contemplated in section 16 or section 18 shall be designated in this act by the name "subsidiary". Designation.

Devoirs
des filia-
les.

Toute filiale doit effectuer ses opérations conformément à la présente loi et aux autres lois du Québec, aux fins de favoriser la mise en valeur du Territoire par elle-même et les autres agents de la vie économique et industrielle, en donnant priorité aux intérêts québécois. L'article 5 s'applique à toute filiale.

Every subsidiary shall carry on its operations in accordance with this act and the other statutes of Québec, in order to promote the development of the Territory by the subsidiary and the other agents of economic and industrial activity, giving priority to Québec interests. Section 5 shall apply to every subsidiary. Carrying on operations, etc.

SECTION IV

FINANCEMENT

Capital-
actions.

24. Le capital-actions autorisé de la Société est de cent millions de dollars.

24. The authorized capital stock of the Corporation shall be one hundred million dollars. Capital.

Actions.

Il est divisé en 10,000,000 d'actions d'une valeur nominale de dix dollars chacune.

It shall be divided into 10,000,000 shares of the par value of ten dollars each. Shares.

Paiement
pour les
actions.

25. À la demande de la Société, le ministre des finances paiera à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, une somme n'excédant pas \$10,000,000 pour 1,000,000 d'actions entièrement acquittées de son capital-actions pour lesquelles la Société lui émettra des certificats; advenant que le versement à l'égard d'une année ne serait pas effectué ou ne le serait que partiellement, il pourra être payé subséquemment.

25. At the request of the Corporation, the Minister of Finance shall pay each year over a period of ten years, to the Corporation, out of the consolidated revenue fund, a sum not exceeding \$10,000,000 for 1,000,000 fully paid up shares of its capital stock for which the Corporation shall issue certificates to him; if payment with respect to one year is not made or is made in part only, it may be made subsequently. Payment for shares.

Attribu-
tion.

Les actions de la Société font partie du domaine public et sont attribuées au ministre des finances.

The shares of the Corporation shall form part of the public domain and shall be allotted to the Minister of Finance. Allotment, etc.

Pouvoirs
du lt.-g.
en c.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

26. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may: Powers of L.-G. in C.

a) garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Société ou d'une filiale visée à l'article 16 ou aux paragraphes a à c de l'article 18 ou dont elle détient au moins quatre-vingt-dix pour

(a) guarantee payment in capital and interest of any loan of the Corporation or of a subsidiary contemplated in section 16 or in paragraphs a to c of section 18, or at least ninety per cent of whose shares it

cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société ou à une filiale visée au paragraphe a tout montant jugé nécessaire pour les opérations de la Société ou d'une telle filiale, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Sommes
requises.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société ou à une filiale sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

holds, and the performance of any obligation of the Corporation or of any such subsidiary;

(b) authorize the Minister of Finance to advance to the Corporation or to a subsidiary contemplated in sub-paragraph a any amount considered necessary for the operations of the Corporation or of such subsidiary, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as are determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Sums which the government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Corporation or to a subsidiary shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Sums
required.

SECTION V

POUVOIRS SPÉCIAUX

Pouvoirs
d'expro-
priation.

27. Les pouvoirs d'expropriation de la Société peuvent être exercés en vue de l'aménagement du Territoire avant que des travaux spécifiques soient autorisés.

Biens sus-
ceptibles
d'expro-
priation.

28. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale mais, dans ces cas, uniquement avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Procé-
dure.

29. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue par le Code de procédure civile pour les expropriations faites par le gouvernement du Québec lorsqu'elle est requise pour l'exécution de travaux publics, la Société agissant aux lieu et place du ministre et en exerçant les pouvoirs.

Cession
d'immeu-
bles par
le lt.-g.
en c.

30. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut céder et transporter à la Société ou à une filiale visée à l'article 16 ou aux paragraphes a à c de l'article 18 ou dont elle détient au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions, aux conditions qu'il détermine, tout immeuble ou autre bien faisant partie du domaine public requis

DIVISION V

SPECIAL POWERS

27. The powers of expropriation of the Corporation may be exercised for the development of the Territory before specific work is authorized.

Expro-
priation
powers.

28. The powers of expropriation conferred by this act may be exercised with respect to any immovable devoted to public use and even not subject to expropriation under any general law or special act but, in such cases, only with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.

Author-
ization
required.

29. The expropriation authorized by this act shall be effected in the manner provided for in the Code of Civil Procedure for expropriations by the government of the province of Québec whenever it is required for carrying out public works, the Corporation acting in the place and stead of the Minister and exercising his powers.

Proce-
dure.

30. The Lieutenant-Governor in Council may convey and transfer to the Corporation or to any subsidiary contemplated in section 16 or in paragraphs a to c of section 18, or to a subsidiary at least ninety per cent of whose shares it holds, on such conditions as he shall determine, any immovable or other prop-

Convey-
ance of
immove-
able by
L.-G.
in C.

pour les fins de la Société ou de telles filiales.

Cession
d'immeu-
bles par la
Société.

31. La Société peut, à son gré, céder ou transporter par vente ou autrement à une filiale visée à l'article 16 ou aux paragraphes *a* à *c* de l'article 18 ou dont elle détient au moins quatre-vingt-dix pour cent des actions tout immeuble qu'elle détient pour l'avoir acquis par expropriation ou autrement; elle peut également en disposer en faveur d'autres personnes pourvu que ce soit avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et par vente à l'enchère ou soumission publique.

SECTION VI

COMPTES ET RAPPORT

Vérifica-
tion des
comptes.

32. Les comptes de la Société sont vérifiés annuellement et chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil le décrète.

Nomina-
tion des
vérifica-
teurs.

Les vérificateurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur rémunération; celle-ci est payée par la Société.

Rapport
annuel.

33. La Société doit chaque année faire un rapport de ses activités au premier ministre ou à tout autre ministre désigné par lui, qui doit le déposer à l'Assemblée nationale; la commission parlementaire de la Présidence du Conseil doit être convoquée dans les délais utiles aux fins d'étudier ledit rapport et d'interroger les membres de la Société et de ses filiales.

Publicité.

Le premier ministre ou tout autre ministre désigné par lui doit auparavant rendre ce rapport public si l'Assemblée nationale ne siège pas.

Contenu.

Ce rapport doit contenir les renseignements que la Loi des compagnies oblige les administrateurs à fournir à l'assemblée annuelle des actionnaires et tout autre renseignement prescrit par le ministre.

Rensei-
gnements.

La Société doit fournir, au premier ministre ou à tout autre ministre désigné par lui, tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

erty forming part of the public domain required for the purposes of the Corporation or of such subsidiaries.

31. The Corporation may, at will, convey or transfer by sale or otherwise to a subsidiary contemplated in section 16 or in paragraphs *a* to *c* of section 18 or to a subsidiary at least ninety per cent of whose shares it holds, any immovable it holds after acquiring it through expropriation or otherwise; it may also dispose of it to other persons provided that this is done with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and by sale at auction or by public tender.

Convey-
ance of
immove-
able by
Corpora-
tion.

DIVISION VI

ACCOUNTS AND REPORT

32. The accounts of the Corporation shall be audited each year and whenever the Lieutenant-Governor in Council so orders.

Audit.

The auditors shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their remuneration, which shall be paid by the Corporation.

Appoint-
ment of
auditors.

33. The Corporation shall submit a report of its activities each year to the Prime Minister or to any other Minister designated by him, who must lay it before the National Assembly; the Parliamentary Committee on the Chairmanship of the Council shall be convened within the prescribed delays to study such report and question the members of the Corporation and its subsidiaries.

Annual
report.

The Prime Minister or any other Minister designated by him shall previously make such report public if the National Assembly is not sitting.

Report
made
public.

Such report shall contain any information that the Companies Act requires directors to give to the annual meeting of shareholders and any other information prescribed by the Minister.

Content.

The Corporation shall furnish the Prime Minister or any other Minister designated by him with any information he requires on its operations.

Informa-
tion.

PARTIE II

MUNICIPALITÉ

Municipa-
lité cons-
tituée.

34. Sous réserve de l'article 40, le Territoire constitue, pour toutes fins, une municipalité sous le nom que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil et dont il donne avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Disposi-
tions ap-
plicables.

35. La municipalité est régie par la Loi des cités et villes à l'exception des dispositions inconciliables avec celles de la présente loi et de celles qui s'appliquent aux cités et villes et que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare inapplicables en tout ou en partie à la municipalité ou à une partie de la municipalité et dont il donne avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Conseil
substitu-
é au conseil
municipal.

36. Pour les fins de cette partie, le conseil d'administration de la Société est substitué au conseil municipal; il en possède tous les droits, en exerce les pouvoirs et est soumis à ses obligations dans l'exercice de ses pouvoirs comme tel. Le conseil d'administration peut, par ordonnance, déléguer ses pouvoirs à d'autres personnes.

Pouvoirs
exercés
par ordon-
nances.

37. Le conseil d'administration exerce les pouvoirs du conseil municipal par ordonnances soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publiées dans la *Gazette officielle du Québec*; ces ordonnances peuvent ne s'appliquer qu'à une partie de la municipalité qui y est indiquée et entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est autrement prescrit, lors de leur publication.

Constitu-
tion de
localités.

38. 1. Toute partie de la municipalité déterminée par le conseil d'administration et habitée en permanence par au moins cinq cents personnes forme une localité et porte le nom que désigne le conseil d'administration.

Conseil
local.

2. Lorsqu'une localité est ainsi établie, le conseil d'administration peut instituer un conseil local composé d'au plus cinq membres nommés pour trois ans et auquel le conseil d'administration peut, par ordonnance, déléguer ses pouvoirs pour

PART II

MUNICIPALITY

34. Subject to section 40, the Territory shall for all purposes constitute a municipality under such name as the Lieutenant-Governor in Council determines, notice of which shall be given by him in the *Québec Official Gazette*.

Municipa-
lity consti-
tuted.

35. The municipality shall be governed by the Cities and Towns Act except for any provisions inconsistent with those of this act and those which apply to cities and towns and which the Lieutenant-Governor in Council declares inapplicable in whole or in part to the municipality or any part of it, notice of which shall be given by him in the *Québec Official Gazette*.

Provisions
to apply.

36. For the purposes of this Part, the board of directors of the Corporation shall be substituted for the municipal council and shall have all the rights, exercise the powers and be subject to the obligations of the municipal council in the exercise of its powers as such. The board of directors may, by order, delegate its powers to other persons.

Board
substitu-
ted for
Council,
etc.

37. The board of directors shall exercise the powers of the municipal council by orders subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Québec Official Gazette*; such orders may apply to a part only of the municipality indicated therein and shall come into force and have legal effect upon their publication unless otherwise prescribed therein.

Powers
exercised
by orders.

38. (1) Every part of the municipality determined by the board of directors and permanently inhabited by at least five hundred persons shall constitute a locality and bear the name designated by the board of directors.

Locality
to be
consti-
tuted.

(2) When a locality is so constituted, the board of directors may establish a local council consisting of not more than five members appointed for three years, to which the board of directors may, by order, on such conditions as it deter-

Local
council.

cette localité, aux conditions qu'il détermine.

Élection
des mem-
bres.

3. Le conseil d'administration peut, au lieu de faire les nominations, ordonner que les membres du conseil soient élus pour trois ans, à l'époque et selon le mode qu'il prescrit.

Cens élec-
toral.

4. Pour avoir droit de voter à l'élection des membres d'un conseil local, il faut être âgé d'au moins dix-huit ans, être citoyen canadien et avoir son domicile dans la localité depuis au moins un an.

Condi-
tions d'éli-
gibilité.

Pour être éligible à la charge de membre d'un tel conseil, il faut être majeur, citoyen canadien et avoir son domicile dans la localité depuis au moins un an.

Conseil
général.

39. 1. Le conseil d'administration peut instituer un conseil général, composé d'au moins un membre de chacun des conseils locaux.

Nomina-
tions.

2. Les nominations à ce conseil sont faites annuellement par chaque conseil local au temps et selon le mode prescrits par le conseil d'administration.

Réunion
annuelle.

3. Ce conseil, dont le rôle est consultatif, se réunit au moins une fois par année pour prendre connaissance du rapport du conseil d'administration et lui faire connaître ses commentaires et suggestions.

Réunion
sur convo-
cation.

Il doit également se réunir dans les trente jours qui suivent une demande de convocation faite au conseil d'administration par la majorité de ses membres.

Exclusion
du terri-
toire.

40. Toute municipalité constituée avant l'entrée en vigueur de la présente loi et toute réserve indienne créée en vertu de la Loi sur les Indiens (Statuts révisés du Canada) sont exclues du territoire de la municipalité.

mines, delegate its powers respecting such locality.

(3) The board of directors may, instead of making the appointments, order that the members of the council be elected for three years at such time and in such manner as it prescribes.

Election
of mem-
bers.

(4) To have the right to vote at the election of the members of a local council, a person must be at least eighteen years of age, a Canadian citizen and have been domiciled in the locality for at least one year.

Electoral
qualifica-
tion.

To be eligible as a member of such council, a person must be of full age, a Canadian citizen and have been domiciled in the locality for at least one year.

Persons
eligible.

39. (1) The board of directors may establish a general council consisting of at least one member of each local council.

General
council.

(2) The appointments to such council shall be made by each local council annually at such time and in such manner as may be prescribed by the board of directors.

Appoint-
ments.

(3) Such council, acting in an advisory capacity, shall meet at least once a year to examine the report of the board of directors and to make its comments and suggestions known to it.

Annual
meeting.

It shall also meet within thirty days following a notice of convocation given to the board of directors by a majority of its members.

Other
meetings.

40. Every municipality incorporated before the coming into force of this act and every Indian reserve created under the Indian Act (Revised Statutes of Canada) shall be excluded from the territory of the municipality.

Municipi-
palities,
etc., ex-
cluded.

PARTIE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Avis de la
Société
pour con-
cession de
droits.

41. Toute concession du domaine public dans le Territoire à des personnes autres que la Société, y compris l'octroi de tout droit en vertu des lois régissant les mines, les ressources hydrauliques, les forêts, la chasse, la pêche, l'agriculture,

PART III

MISCELLANEOUS

41. Any grant of the public domain in the Territory to persons other than the Corporation, including the grant of any right under the acts governing mines, hydraulic resources, forests, fish, game, agriculture, colonization or tourism, shall

Advice
prior to
grant of
public
domain.

la colonisation ou le tourisme, n'est valide que si l'autorité qui l'accorde a préalablement obtenu l'avis de la Société sur l'opportunité d'accorder la concession.

Effet
d'absence
d'avis.

La concession peut être valablement accordée si la Société n'a pas fait parvenir son avis dans les deux mois de la demande d'avis.

Procédure
au cas de
refus.

Si l'autorité dont il s'agit refuse d'accorder la concession par suite d'un avis défavorable de la Société, elle doit, avant de l'octroyer à quiconque d'autre pour les mêmes fins, s'assurer que la personne à laquelle elle l'avait ainsi refusée ne désire plus l'obtenir.

Disposi-
tions non
applica-
bles aux
opéra-
tions.

42. Les opérations de la Société et de ses filiales ne sont pas régies par les dispositions de la Loi du régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84), de la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz (Statuts refondus, 1964, chapitre 87), de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183), de la Loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1964, chapitre 228), de la Loi des transports (1971, bill 23) et de la Loi de la Régie des services publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 229).

Applica-
tion de
lois non
restreinte.

À moins de dispositions inconciliables contenues dans la présente loi, celle-ci ne doit pas être interprétée comme restreignant l'application des lois concernant les mines, les ressources hydrauliques, les forêts, la chasse, la pêche, l'agriculture, la colonisation ou le tourisme.

Droits des
indiens
sauvegar-
dés.

43. La présente loi n'affecte en rien les droits que possèdent les communautés indiennes vivant dans le Territoire.

Applica-
tion de la
loi.

44. Le premier ministre ou tout autre ministre qu'il désigne est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

45. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

be valid only if the authority making it has previously obtained the advice of the Corporation on the expediency of making such grant.

The grant may be validly made if the Corporation has not caused its advice to be forwarded within two months of the request for advice.

Validity
of grant.

If the authority concerned refuses to make the grant following the unfavourable advice of the Corporation, it shall, before making it to any other person for the same purposes, ascertain that the person to whom it had previously refused it no longer wishes to obtain it.

Procedure
in case of
refusal.

42. The operations of the Corporation and its subsidiaries shall not be governed by the provisions of the Watercourses Act (Revised Statutes, 1964, chapter 84), the Electricity and Gas Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 87), the Water Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 183), the Transportation Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 228), the Transport Act (1971, Bill 23) and the Public Service Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 229).

Provisions
not to
apply to
opera-
tions.

Saving inconsistent provisions in this act, it shall not be interpreted as restricting the application of laws respecting mines, hydraulic resources, forests, fish, game, agriculture, colonization or tourism.

Applica-
tion not
restricted.

43. This act shall in no way affect Indian rights of Indian communities living in the Territory.

Indian
rights.

44. The Prime Minister or any other Minister designated by him shall have charge of the application of this act.

Carrying
out of act.

45. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.

ANNEXE

SCHEDULE

Description du Territoire

Le Territoire de la région de la Baie James comprend le territoire borné à l'ouest par la limite ouest du Québec, au sud par le parallèle de latitude 49°00' Nord, à l'est par les districts électoraux de Roberval, de Dubuc et de Saguenay ainsi que par le prolongement vers le nord de la limite ouest du district électoral de Saguenay et au nord par le parallèle de latitude 55°00' Nord.

Description of the Territory

The Territory of the James Bay region shall comprise the territory bounded to the west by the west boundary of the province of Québec, to the south by the parallel of latitude 49°00' North, to the east by the electoral districts of Roberval, Dubuc and Saguenay and by the extension northerly of the west boundary of the electoral district of Saguenay and to the north by the parallel of latitude 55°00' North.